Institut Français d'Économie
SciencesPo

Blog ?? 2026

La transition énergétique de l'UE : faire plus avec plus

Francesco Saraceno & Floriana Cerniglia

Publié le 9 février 2026

Face aux tensions économiques et géopolitiques, l'Union européenne doit plus que jamais faire de l'énergie le pilier de son autonomie stratégique. Accélérer le déploiement des renouvelables est crucial à cet égard. Cela ne permettrait pas seulement de tenir les engagements environnementaux ; ce serait aussi un moyen de combler l'écart de productivité avec les États-Unis.

Face aux tensions économiques et géopolitiques, l'Union européenne doit plus que jamais faire de l'énergie le pilier de son autonomie stratégique. Accélérer le déploiement des renouvelables est crucial à cet égard. Cela ne permettrait pas seulement de tenir les engagements environnementaux ; ce serait aussi un moyen de combler l'écart de productivité avec les États-Unis. Surtout, cela réduirait une dépendance aux combustibles fossiles qui expose l'Europe à des chocs d'approvisionnement et à des chantages géopolitiques.

Une moindre dépendance aux énergies fossiles se traduit en effet par des coûts énergétiques plus faibles et une moindre dépendance aux importations. Les bénéfices attendus iraient donc au-delà de l'environnement en relançant la productivité et en renforçant la sécurité économique : la transition énergétique, loin d'être un simple choix écologique, est un levier pour la souveraineté économique et l'autonomie stratégique.

Dans cette optique, la politique énergétique ne peut être dissociée de la nouvelle politique industrielle préconisée par le rapport Draghi. Laisser la transformation structurelle de l'économie européenne aux seules forces de marché ne suffit pas ; Il est nécessaire au contraire de la faciliter activement, en mobilisant plusieurs leviers : remodeler et raccourcir les chaînes d'approvisionnement, éliminer les goulets d'étranglement dans les secteurs stratégiques, orienter les ressources vers des activités à forte valeur ajoutée, et enfin, et non des moindres, développer des politiques actives sur les marchés du travail.

Ces questions sont au centre du sixième rapport sur l'investissement public en Europe (*European Public Investment Outlook*)[1]. Le rapport met en lumière un double constat. Premièrement, l'UE avance de manière dispersée, sans réelle unité d'action. Deuxième-

[1] *More with More: Investing in the Energy Transition. 2025 European Public Investment Outlook*

ment, et plus fondamentalement, les investissements – tant publics que privés – restent insuffisants. Cette fragmentation s'explique en partie par la diversité des situations nationales. Les États membres partent en effet de mix énergétiques très différents et défendent souvent des intérêts divergents, hérités de leurs histoires industrielles spécifiques et de leurs dotations inégales de ressources. Par conséquent – comme mentionné dans la première partie de l'*Outlook* – la décarbonation progresse certainement partout, en France comme en Allemagne, en Italie et en Espagne, mais avec de fortes différences dans les politiques industrielles, les cadres réglementaires et les incitations. La difficulté de construire une politique énergétique véritablement commune et suffisamment financée résulte, par exemple, du chapitre rédigé par nos collègues de la Banque Européenne d'Investissement.

Au cours des quelques années qui ont suivi l'introduction du Green Deal en 2019, le contexte est devenu nettement plus complexe. L'objectif principal du Green Deal était de réduire les émissions, en tenant compte des conséquences de la transition pour la distribution et le bien-être. Aujourd'hui, l'UE doit jongler avec plusieurs objectifs, parfois concurrents : décarboner l'économie ; relancer une industrie à la traîne qui subit la pression de la transition verte et de la concurrence américaine et chinoise ; garantir la sécurité des approvisionnements et des chaînes de valeur dans un environnement géopolitique instable ; et enfin, atténuer l'impact social de la restructuration industrielle. La seconde partie de *l'Outlook* relie la transition énergétique à des politiques horizontales telles que les politiques *mission oriented* pour la compétitivité industrielle ou la recherche et l'innovation, ainsi que les politiques verticales sur l'hydrogène vert, les infrastructures de réseau, l'accès aux matières premières critiques.

Dans un paysage marqué par des contraintes budgétaires accrues et de nouvelles priorités (notamment la défense), le consensus public autour de la transition risque de s'éroder. Cette fragilisation est d'autant plus probable en l'absence de politiques proactives pour une répartition équitable des coûts et des bénéfices. Pour préserver l'adhésion citoyenne, l'Outlook explore des pistes telles que le développement des communautés énergétiques locales et l'utilisation équitable des recettes carbone.

Le fil conducteur reliant les chapitres de l'*Outlook*, rédigés par des auteurs issus de divers horizons et institutions, est clair : sans une forte coordination européenne et un investissement public stable, la transition énergétique risque de ralentir et de peser sur l'économie précisément alors qu'elle devrait s'accélérer et agir comme moteur d'une croissance robuste et durable.

Force est de constater que les institutions européennes ne semblent pas aujourd'hui équipées pour porter une véritable politique énergétique et industrielle commune. La brève parenthèse de solidarité qu'a constituée *Next Generation EU*, en réponse au Covid-19, semble refermée. On observe un retour aux positions « frugales » de plusieurs capitales, tandis que le nouveau Cadre financier pluriannuel affiche une ambition limitée. Dans ce contexte, une initiative européenne d'envergure en ce domaine apparaît peu probable.

Les investissements nécessaires reposeraient donc in fine sur les États membres. Or, ceux-ci voient justement leur capacité d'action bridée par les contraintes renouvelées du Pacte de stabilité et de croissance. C'est précisément pour sortir de cette impasse que nous proposons, dans notre introduction, une « Règle d'Or Augmentée » qui exclurait les

investissements – tant tangibles qu'intangibles – du calcul du déficit plafonné à 3 % par le Pacte de stabilité.

La logique n'en est pas radicalement nouvelle. Elle s'apparente à celle qui a prévalu pour exonérer les dépenses de défense dans le cadre de l'initiative SAFE. La différence – et elle est de taille – tiendrait à sa pérennisation institutionnelle. Notre proposition vise en effet à ancrer cette exception dans un processus démocratique de choix des priorités d'investissement européennes. Le mécanisme serait le suivant : le Conseil et le Parlement européens définiraient périodiquement (par exemple à l'occasion de la négociation du budget septennal de l'UE) une liste de secteurs prioritaires où il est urgent d'accroître le stock de capital, physique ou immatériel. Les États membres pourraient alors financer ces investissements stratégiques par l'emprunt, en bénéficiant d'une exemption aux règles du Pacte.

Pour être pleinement efficace et protéger les États membres des pressions spéculatives, cette « Règle d'Or Augmentée » devrait s'accompagner d'un second pilier : la création d'une Agence européenne de la dette. Celle-ci émettrait des euro-obligations et prêterait aux pays, exclusivement pour financer les investissements prioritaires agrées. La modulation des taux d'intérêt sur ces prêts garantirait la discipline budgétaire (les pays indisciplinés étant appelés à payer un intérêt plus élevé), tout en protégeant les gouvernements contre une pression excessive du marché.

Ces deux propositions dessinent les contours d'une réforme indispensable. Car, sans une refonte en profondeur de la gouvernance économique européenne, toute stratégie ambitieuse visant à concilier transition énergétique, compétitivité et sécurité demeurera un vœu pieux.

0.0.a Éditions du European Public Investment Outlook

- *The Great Reset. 2021 European Public Investment Outlook* (édité par F. Cerniglia, F. Saraceno et A. Watt); *Ce volume est consacré au plan NextGeneration EU*
- *Greening Europe. 2022 European Public Investment Outlook* (édité par F. Cerniglia et F. Saraceno); *Ce volume traite des besoins d'investissement liés à la transition écologique*
- *Financing Investment in Times of High Public Debt. 2023 European Public Investment Outlook* (édité par F. Cerniglia, F. Saraceno et A. Watt); *Ce volume étudie comment préserver l'investissement public dans un contexte de dette publique élevée*
- *Investing in the Structural Transformation. 2024 European Public Investment Outlook*. (édité par F. Cerniglia et F. Saraceno); *Ce volume explore comment l'investissement public doit faire partie d'une politique industrielle multidimensionnelle*
- *More with More: Investing intheEnergy Transition. 2025 European Public Investment Outlook* (édité par F. Cerniglia et F. Saraceno);

Veuillez citer ce travail comme suit :

Francesco Saraceno & Floriana Cerniglia (2026). « La transition énergétique de l'UE : faire plus avec plus », *Blog IFE*.

Rédacteurs en chef : Elliot Aurissergues & Paul Malliet